



## Déclaration de l'Unsa-Éducation au CHSCT-D du 07/12/21

**Monsieur le président du CHSCT-D 79**

**Mesdames et messieurs les membres du CHSCT-D 79**

Un discours de sourd !

« Monsieur, vous êtes positif COVID ? Alors vos enfants doivent être confinés pendant 7 jours. » explique Mme SENTIS à ce parent d'élève qui peut s'isoler.

« Monsieur vous êtes positif COVID ? Si vos enfants ont un test PCR négatif, ils peuvent revenir en classe dès lundi, s'ils n'ont pas de symptômes ! », répond la directrice de l'école.

Explication précisée peu après par Mme SENTIS : « si l'enfant est cas contact dans l'école, il peut revenir avec un test négatif. Par contre, s'il est cas contact en dehors de l'école, alors il doit s'isoler 7 jours. »

Le papa s'interroge de cette contradiction : ça change quoi d'être cas contact d'un COVID à l'école ou d'un COVID à la maison. On parle bien du même COVID. Cette situation nous est décrite par un collègue qui connaît bien la maison. Et qui s'amuse presque de la situation. Imaginons une seconde que ce parent soit éloigné des incohérences de notre grande maison ! A coup sûr, il s'en prend à la directrice de l'école aux premières loges le lundi matin. Encore une situation qui met de l'huile sur le feu, et dont nous n'avons nullement besoin. Car c'est bien de toutes ces incompréhensions que souffrent aussi nos collègues et dont ils sont la cible par simple contradiction entre la CPAM et les directives de l'Éducation Nationale.

Mme Sentis continue : « La règle est différente au collège ! Les élèves de 6<sup>ème</sup>, donc non vaccinés comme en primaire, sont isolés dès qu'ils sont cas contact que ce soit au collège ou en dehors ! »

Pouvons-nous y voir clair ? Pas complètement, car un parent qui a prouvé par analyse de sang, que son COVID était « semi-positif », alors ses enfants ont eu l'autorisation de revenir à l'école. Sommes-nous dans un sketch à la DEVOS ?

Le changement de stratégie du gouvernement énoncé est inaudible. Dans la situation actuelle d'une 5e vague, la limitation des fermetures de classe ne peut pas être le 1er objectif.

La substitution de la règle de la fermeture de classe durant 7 jours, dès un cas positif, par celle de tests de tous les élèves de la classe concernée selon deux modalités est incompréhensible en terme de stratégie.

Pour l'Unsa-Éducation, dans la situation épidémique actuelle, ce changement de stratégie est risqué sur trois aspects au moins :

- La circulation du virus
- La capacité de l'École à gérer le suivi individuel des élèves du point de vue de leurs tests et également de leur scolarisation en présentiel pour les uns, et en continuité pédagogique pour les autres, au fil de l'eau et au gré des résultats des tests.
- Le climat entre l'école et les familles alors que pour la plupart d'entre-elles, elles ne pourront bénéficier de tests à l'école mais devront les faire à l'extérieur

L'Unsa-Éducation redoute une désorganisation qui desservirait la lutte contre l'épidémie et ajouterait de la pression sur l'ensemble de la communauté éducative qui jusque-là a réussi à rester unie au bénéfice des élèves.

L'Unsa-Éducation demande au ministère de discuter au plus vite avec les organisations syndicales pour déterminer chaque détail avant une mise en œuvre qui apparaît aujourd'hui encore trop floue et trop périlleuse.

Certes, le sujet principal de ce CHSCT est la violence à l'école, mais l'actualité de la situation sanitaire nous contraint à relever ces contradictions et difficultés qui participent des violences à l'école.

Et donc, il y a toutes les autres situations, qui amènent nos collègues à poser leur désarroi et leurs émotions sur la plate-forme des RSST ! Trop, c'est trop. Si la situation sanitaire est directement génératrice de tension, elle l'est aussi plus insidieusement. Et des situations nouvelles et parfois insolubles apparaissent au grand jour. Ajoutons à cela, des comportements violents d'enfants en situation de handicap mal voire non accompagnés (encore la problématique des PIAL) ; des comportements d'adultes exacerbés par leur situation personnelle et sociale, mal ou non accompagnés ; ajoutons des collègues au bout du rouleau car ayant tant donné pour maintenir la scolarisation en présentiel puis en distanciel, souvent les deux en même temps depuis deux ans... Ajoutons un climat social et politique délétère et défavorable à l'Éducation Nationale...

Et nous voilà, aujourd'hui à nous réunir autour de cette table pour vous demander M. Le Directeur Académique de répondre concrètement aux alertes de nos collègues, de soutenir pratiquement ces mêmes collègues souvent en détresse, d'apporter réellement la protection fonctionnelle à laquelle nous avons tous droit. Le nombre d'alertes n'est plus significatif ! Il est éloquent. Le contenu de ces alertes ne sont pas inquiétants, il est effrayant !

Il nous faut des réponses claires et rapides, une implication à tous les étages de la fusée au risque de voir des situations s'envenimer et voir des collègues abandonner le vaisseau, quitte à sauter sans parachute !

Pour les représentants de l'Unsa-Éducation au CHSCT-D 79

Johann BARANGER.

Secrétaire Départemental.

